



Syndicat National Force Ouvrière
des Finances Publiques
Section du Calvados

DRFiP du Calvados - 7, bd Bertrand - 14034 Caen Cedex
fo.drrip14@dgfip.finances.gouv.fr
Permanence : 02.31.38.34.61

Première Organisation Syndicale dans le Calvados

Caen, le 17 juin 2015

CTL du 17 septembre 2015 : Liminaire

Prélude à la liquidation de nos services de proximité

Monsieur le Président,

Nous nous plions aujourd'hui à l'exercice du fameux dialogue social tant prôné par notre direction générale depuis la signature avec l'aval de certaines organisations syndicales des accords de bercy. Des accords de dupes dans lesquels **FORCE OUVRIERE** nous le rappelons n'a jamais accepté de se fourvoyer. **les représentants FO-DGFIP** s'en félicitent encore aujourd'hui.

Le schéma d'adaptation des structures et du réseau pour 2016 va enfin, si on peut dire, nous être proposé pour avis, après nous avoir été soumis une première fois pour information. Nous ne devrions pas pouvoir reprocher à l'administration de ne pas pratiquer l'écoute et le dialogue social, d'autant plus que, si un vote unanime contre ce schéma est recueilli aujourd'hui, nous aurons droit à une nouvelle convocation sur le même sujet, vous, avec les mêmes documents, nous avec les mêmes reproches mais sans changement possible le 25 septembre prochain. D'ailleurs maintenant c'est plus pratique, vous connaissez déjà la position des organisations syndicales et vous anticipez la date de la deuxième convocation. C'est dire en fait le peu d'écoute que vous leur accordez.

Les représentants FO-DGFIP ne peuvent que s'indigner pour tout ce gaspillage de temps et d'énergie et s'interrogent sur ce que vous qualifiez de dialogue social ; ce terme n'a jamais autant été utilisé par nos gouvernants et n'a jamais été aussi bafoué !!

D'ailleurs, s'il n'y a rien à cacher, pourquoi la Direction Générale refuse de mettre sur la table la cartographie de l'ensemble des restructurations en cours ou à venir ? C'est sans doute, ce que l'on appelle la transparence !

On nous ressortira, une fois de plus, DUERP, TBVS ou GT RPS dont il ressort inlassablement de l'étude de ces outils que ce qu'il manque à notre administration, ce sont des moyens matériels bien sûr mais aussi et surtout, des moyens humains et que ce n'est pas en proposant des pièces de théâtre participatives que l'on règlera les problèmes auxquels sont régulièrement confrontés nos collègues. Attention, car des drames se nouent en coulisses.

Ce schéma présenté aujourd'hui a déjà été qualifié de modéré à entendre certains. Nous aurions de la chance...cela aurait pu être pire... Pourtant, ce qui nous est présenté aujourd'hui n'est rien d'autre qu'un plan social déguisé débutant par la suppression de structures représentantes, encore, le Service Public républicain en milieu rural. Ce n'est rien d'autre que le prélude à la liquidation de nos services de proximité.

Le secteur de Vire ne serait pas attractif, eh bien supprimons déjà le Beny-Bocage et fusionnons avec Vire. Problème, les agents ne veulent pas suivre la mission, les agents de Vire devront ingérer 55 budgets supplémentaires, 66 opérations de caisse en moyenne par jour et 11170 articles de rôle pour 4126 foyers fiscaux supplémentaires. **C'est une évidence, Vire ne va pas devenir attractif.**

Le service de publicité foncière de Vire, lui aussi, manque d'attractivité et pour économiser l'envoi d'un EDRA depuis Caen en permanence, il est proposé un rapprochement géographique avec le SPF de Bayeux. Les représentants FO-DGFIP doutent que les agents du SPF de Vire soient très enthousiastes à l'idée de devoir suivre leur mission, faire 85 km et 1h15 de trajet. Il y a bien sûr la prime de restructuration de services mais elle n'est

Avec FO, poursuivons ensemble la conquête de droits nouveaux !

versée qu'une fois et de nouvelles modalités d'attribution sont à l'étude. Les agents seront-ils gagnants ou perdants...depuis la fusion, qu'ont-ils gagné ?

Isigny et Le Molay-Littry vont perdre le recouvrement de l'impôt qui sera transféré à Bayeux. Ces deux sites ont déjà perdu ou vont perdre l'emploi correspondant à la mission. Bayeux retrouvera t'il un agent supplémentaire ailleurs que sur le papier pour autant... c'est à voir!

Enfin, Pont l'Evêque et Aunay vont perdre la gestion des établissements publics de santé. Bayeux et Lisieux intercom devraient y gagner un emploi si les agents acceptent de suivre leur mission sinon, ils ne gagneront qu'un accroissement de leur charge de travail.

Pour clore sur ce chapitre, rien sur l'accueil des agents et l'installation des services transférés. Les marges de manœuvre en matière budgétaire sont si contraintes que **les représentants FO-DGFiP** ne s'attendent pas à des miracles. Le contenu des fiches d'information tente de les convaincre que tout sera mieux après, sans aborder les effets néfastes. La philosophie de l'optimisme a ses limites. Le discours nous rappelle Pangloss qui enseigne ainsi à Candide, et à qui veut bien l'entendre, que les êtres humains vivent dans "le meilleur des mondes possibles".

Les représentants FO-DGFiP veulent témoigner que les agents souffrent au quotidien et pensent qu'un monde meilleur est possible.

Les représentants FO-DGFiP voulaient garder l'effet de surprise pour la fin... ils voteront contre l'adaptation des structures et du réseau... aujourd'hui même et le 25 septembre.

Sur la mise en place du pôle de contrôle revenus-patrimoine, **les représentants FO-DGFiP** ne reliront pas ce qu'ils avaient déclaré en liminaire le 6 janvier matin. Ils tiennent à réaffirmer cependant que cette mise en place sonne le glas de la mission FI et n'imaginent pas que le schéma proposé soit un schéma définitif. Cette première étape masque des regroupements futurs, qui ajoutée à toutes les autres restructurations que l'on refuse de nous présenter va rendre la vie des agents impossible.

Pour finir, **les représentants FO-DGFiP** affirment leur opposition à la mise en place de l'apprentissage à la DGFiP.

Les services de la DGFiP ont besoin certes de personnels, mais de personnel avec un statut public qui se formera et restera pour venir renforcer des agents à qui rien n'est épargné.